

Le projet local

Alberto Magnaghi

Le développement économique conventionnel, perçu au travers de la seule croissance du PIB - indicateur pour le moins équivoque et de plus en plus contesté -, souffre d'un mal profond et rédhibitoire : il est déterritorialisé...

Le développement économique conventionnel, perçu au travers de la seule croissance du PIB - indicateur pour le moins équivoque et de plus en plus contesté -, souffre d'un mal profond et rédhibitoire : il est déterritorialisé. Plus précisément, les lieux où les lois (nomos en latin) d'établissement des hommes dans un milieu (oïkos, la maison en grec), celles qui définissent notre « éco-nomie » (oïkos-nomos) donc, ne sont plus décidés par les habitants d'un territoire. Ils ne sont plus au centre de cette économie, ils en sont la périphérie, hommes, femmes, enfants et espaces, exploités selon des impératifs pensés par d'autres, ailleurs : dans un chef-lieu, une préfecture, une capitale, voire depuis des organisations internationales telles que l'OMC.

Alberto Magnaghi déconstruit ce processus politique déterritorialisé qui organise l'uniformisation des modes de vie et l'interdépendance économique généralisée. C'est un processus générateur de « nouvelles pauvretés » qui « tiennent globalement à la réduction de la valeur d'usage des biens existants sur le marché, en raison de leurs incidences négatives sur la santé ainsi que la qualité de vie et de l'environnement ». Ces pauvretés ne sont pas les pauvretés extrêmes de l'exclusion de l'économie. Bien au contraire, elles résultent de « la dégradation générale de la qualité de vie sur un territoire », elles « touchent désormais la grande majorité de la population mondiale, y compris celle des métropoles des pays développés ». Nous, pauvres riches (occidentaux), courrons ainsi encore après une croissance, après l'« augmentation de la production de richesses [qui pourtant] correspond à une diminution du bien-être ». C'est pourquoi Alberto Magnaghi revisite le développement local. Il veut y trouver les ressorts d'une économie à inventer. Il esquisse une « approche territorialiste : pour un développement local auto-soutenable » (théorie), articulée à des « visions (pour) un scénario stratégique » (programmes). L'implication citoyenne - notamment ces plus pauvres qu'il redéfinit -, en est la clé de voûte. La reprise en mains de leur espace de vie par les habitants en constitue le projet politique. L'enjeu ? Remplacer « les contraintes exogènes par des règles d'auto-gouvernement, concertées et fondées sur l'intérêt commun » ; ce qu'il appelle la « soutenabilité politique ». Ces « soutenabilités » sont pour lui les « conditions nécessaires à une transformation de styles de vie, de consommation et de production » (soutenabilité économique). La perspective : un ou des nouveau(x) « pacte(s) entre les acteurs locaux » pour « la valorisation du patrimoine et la sauvegarde de l'environnement (soutenabilité environnementale) » qui garantissent le renouvellement « des caractéristiques territoriales (soutenabilité territoriale) ».

La géographie planétaire du professeur militant est ainsi plus proche d'un patchwork, d'une « multiplicité de styles de développements », que du paysage lisse et homogène de l'actuelle globalisation libérale. C'est une « globalisation par le bas » qui garantira « le respect des besoins des acteurs les plus faibles » (soutenabilité sociale). « Le projet local » n'est pas du localisme. C'est au contraire une mondialisation qui se fonde sur des « solidarités inter-locales », des liaisons souples et non hiérarchiques entre des styles de vie soutenables ici et ailleurs. Une globalisation de projets locaux solidaires ayant hommes et femmes pour cœurs, ni plus, ni moins.